

Sûr sur le papier, dangereux dans la réalité : La Tunisie et la politique de retour de l'UE

En 2025, la Commission européenne a lancé une révision majeure de la politique de retour de l'UE, proposant une liste européenne des pays d'origine sûrs, une révision du concept de pays tiers sûr et une nouvelle réglementation visant à accélérer les retours.

En vertu de ces nouvelles règles, la Tunisie est considérée comme un pays d'origine « sûr », pourrait être traitée comme un pays tiers « sûr » et pourrait devenir une destination pour les retours forcés dans le cadre d'accords bilatéraux.

Mais la Tunisie n'est PAS un pays sûr, ni pour les Tunisien.nes, ni pour les demandeur.euses d'asile, les migrant.es ou les réfugié.es. Voici pourquoi :

Qu'advient-il des ressortissant.es tunisien.nes ?

Sous la présidence de Kaïs Saïed, l'espace civique se réduit : les défenseurs des droits humains sont de plus en plus stigmatisés et réprimés :

- Le décret-loi 54 sur la cybercriminalité sert à emprisonner les opposant.es pour « fausses informations » : en 2024, 400 personnes, dont 24 journalistes, ont été poursuivies
 - L'avocate et journaliste Sonia Dahmani est détenue arbitrairement depuis mai 2024 pour avoir dénoncé les abus envers les personnes en déplacement
- Le pouvoir judiciaire n'est plus indépendant : des juges ont été destitués par décret et les procès équitables refusés.
- Les cas de torture et mauvais traitements par les forces de sécurité sont en hausse : 81 cas documentés entre juin 2023 et juin 2024



**C'est la réalité pour les citoyen.nes tunisien.nes —
ce n'est pas un « pays sûr »**



Découvrez :

- L'"affaire du complot", qui a conduit à l'emprisonnement de 37 figures de l'opposition
- Les poursuites contre Ahmed Souab, avocat de la défense dans cette affaire

Qu'advient-il des personnes en mouvement en Tunisie?



Détention arbitraire, torture et mauvais traitements

- Les personnes en mouvement sont détenues sans garanties : pas de traducteurs, ni médecins, ni avocats, et leurs documents sont confisqués
- Mi-septembre 2024 : **3 800 personnes** bénéficiant d'une protection internationale en Tunisie déclarent avoir été victimes de torture pendant leur parcours migratoire



Violence sexuelle et sexiste

- Une organisation humanitaire a signalé **une augmentation de 400 %** des cas parmi ses bénéficiaires en déplacement entre janvier et octobre 2024 !



Pas d'asile, des itinéraires dangereux, des obstacles au départ

- Les personnes en mouvement se voient refuser l'identification, l'accès à l'asile et la protection internationale
- 2024: **+ de 30 organisations** pour la protection des migrant.es victimes de répression
- 2024: **600 à 700 personnes** mortes ou disparues au large des côtes tunisiennes
- 2024: **+ de 70 000 interceptions en mer**, et des pratiques violentes des garde-côtes largement documentées



Déplacements forcés arbitraires et déportation

- Janvier-Novembre 2024: **16 500 expulsions** surtout vers Algérie (+ de 9000) et la Libye
- Risques de torture, de traite et de nouvelles expulsions depuis l'Algérie et la Libye vers le Niger



C'est la réalité pour les personnes en mouvement en Tunisie – ce n'est pas un « pays sûr »



Lisez ci-dessous l'histoire d'Aissata, inspirée de faits réels, qui relate les pratiques inhumaines en Tunisie

L'histoire d'Aissata

Aissata a quitté la Guinée en 2020 pour l'Égypte, fuyant les violences physiques et psychologiques infligées par son ex-mari. Elle s'est ensuite installée en Tunisie en 2023 avec l'intention de traverser la Méditerranée



Détention et expulsion vers l'Algérie

Les membres du groupe sont menottés, leurs téléphones confisqués, puis détenus après leur débarquement, déplacés de force vers la frontière algérienne et contraints de la traverser à pied

« Nous avons été jetés à terre, battus, piétinés et poussés contre les barbelés. »

Départ et interception

Aissata paie 15 millions de francs guinéens pour embarquer sur un zodiac avec 49 personnes. Le bateau est intercepté par la Garde nationale tunisienne, qui menace de le faire couler.

Arrestation et expulsion vers la Libye

En tentant de rentrer en Tunisie, Aissata est arrêtée, déplacée à la frontière libyenne, battue, déshabillée et violée par des agents tunisiens avec d'autres femmes. Elle est ensuite forcée d'entrer en Libye

Libération & suite

Son compagnon en France est contraint de payer une rançon de 1 100 € pour sa libération ; 6 femmes restent en captivité lorsque Aissata s'échappe. Elle vit désormais à Tunis chez une connaissance et a été hospitalisée pour un problème cardiaque.

Trafic à travers le désert

À la tombée de la nuit, ils marchent deux jours à travers le désert pour retourner en Tunisie. Par l'intermédiaire de passeurs, ils atteignent Sfax, où elle est ensuite détenue par un groupe criminel, menacée de viol et de vente à un autre gang.

Aissata a survécu — mais personne ne devrait endurer cela. Son histoire n'est pas une exception, elle fait partie d'un système de violence...

Le parcours d'Aissata révèle le coût brutal de qualifier la Tunisie de pays "sûr" !

